

UNION EUROPEENNE

Les dirigeants européens s'engagent à Berlin à relancer l'Europe

Les dirigeants européens se sont engagés hier, pour les 50 ans du traité de Rome, à redonner son élan à l'Europe en adoptant une déclaration fixant pour objectif que les 27 fonctionnent mi-2009 avec un nouveau traité, remplaçant le projet de Constitution rejeté.

La chancelière allemande Angela Merkel, présidente en exercice de l'UE, et les présidents de la Commission et du Parlement européens José Manuel Barroso et Hans-Gert Pötvterring, ont signé en grande pompe ce document au Musée historique allemand, symbole de l'unification allemande, en présence des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne.

"Notre chance pour nous, citoyennes et citoyens de l'Union européenne, c'est d'être unis", souligne le texte, fruit de difficiles tractations entre Berlin et les capitales de l'UE. "Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons

préservier notre idéal européen de société, dans l'intérêt de tous les citoyens de l'Europe".

"50 ans après la signature des traités de Rome, nous partageons l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes rénovées d'ici les élections au Parlement européen de 2009".

Ce qui veut dire que les 27 auront non seulement rédigé un nouveau traité pour remplacer le traité constitutionnel rejeté en 2005 par la France et les Pays-Bas, mais qu'il sera opérationnel à cette date, comme l'ont expliqué Mme Merkel et M. Pötvterring.

Cette déclaration ouvre ainsi la voie à une difficile négociation du texte, qui pourrait se concrétiser par une conférence inter-gouvernementale avant la fin de cette année, selon Mme Merkel. Le projet de traité serait ensuite soumis à ratification dans chaque pays, afin qu'il puisse être effectivement appliqué pour la mi-2009 — un objectif que le président polonais Lech Kaczyński a jugé "irréaliste".

Parmi les neuf Etats qui n'ont pas ratifié le traité constitutionnel, plusieurs rechignent, comme la Grande-Bretagne, la Pologne ou la République tchèque, à "préservier sa substance" comme le demande Mme Merkel.

La France et les Pays-Bas pourraient aussi invoquer les "non" de leurs électeurs pour exiger des modifications substantielles.

M. Pötvterring a reconnu qu'il y aurait des compromis difficiles à trouver.

Mais "l'Europe, c'est le compromis institutionnalisé", a-t-il fait valoir.

Seuls Mme Merkel, M. Barroso et M. Pötvterring ont signé la déclaration au nom des trois institutions de l'UE. Les dirigeants de chaque pays n'ont pas paraphé ce texte, dépourvu de valeur contractuelle.

Sous le soleil, debout devant les dirigeants de l'Union assis en demi-cercle sur une tribune ornée des drapeaux des 27, Mme Merkel a, dans un long discours applaudi plusieurs fois, appelé ses pairs à redonner tout son élan à l'intégration européenne.

"Ce qui a commencé il y a 50 ans à Rome, tout cela doit continuer", a-t-elle dit. "Rien de tout cela ne va de soi. Créer un climat de confiance

nécessite des années. Une nuit suffit pour le perdre".

Evoquant la signature du traité de Rome en 1957, la chancelière, très en verve, a eu une pointe d'humour.

Elle a rappelé une phrase de l'ancien président français Charles de Gaulle, sans le nommer : "les traités, voyez-vous, sont comme les jeunes filles et les roses : ça dure ce que ça dure !", avant de plaisanter : "On peut dire aujourd'hui que le rosier a nettement poussé depuis 1957. Et c'est une jeune fille plus toute jeune, j'en conviens, qui est cosignée de la déclaration de Berlin".

Cette journée anniversaire "a été un grand moment pendant lequel l'esprit européen a été palpable", a affirmé pour sa part M. Barroso. "Je crois que les conditions sont meilleures" pour sortir de l'impasse institutionnelle provoquée par le rejet de la Constitution, a-t-il assuré.

La cérémonie s'est terminée sur l'Ode à la Joie de Beethoven, l'hymne européen, et n'a été troublée par aucune manifestation d'envie.

Quelque 500 personnes seulement ont manifesté dans le centre de Berlin contre "l'Europe du capital", alors que les organisateurs espéraient 10.000 personnes.

SOUDAN

Un ex-groupe rebelle du Darfour «prêt à reprendre la guerre» contre Khartoum

Le seul groupe rebelle du Darfour à avoir signé la paix avec Khartoum a averti hier qu'il était prêt à reprendre les combats contre le gouvernement après les heurts meurtriers qui l'ont opposé à la police samedi dans la capitale soudanaise.

"L'attaque par la police et les forces de sécurité contre le domicile de nos hommes est une violation du cessez-le-feu consacré par l'accord de paix d'Abuja que nous avons signé avec le gouvernement", a affirmé à l'AFP le porte-parole du Mouvement de libération du Soudan (SLM), Tayyeb Khamis.

"Nous sommes prêts à reprendre la guerre (...), si le gouvernement veut combattre", a-t-il dit.

D'après M. Khamis, les heurts ont éclaté lorsque des membres du SLM ont refusé de remettre deux des partisans du groupe, recherchés par la police pour un "problème de circulation" ayant eu lieu cette semaine.

Onze personnes ont trouvé la mort dans ces heurts : deux policiers, huit partisans du SLM et une femme, a-t-il précisé. Cet accrochage est le premier dans la région de Khartoum entre le SLM et les forces gouvernementales, et le plus grave dans le secteur de la capitale depuis les émeutes provoquées par la mort du dirigeant sudiste John Garang, qui avaient fait 45 morts en 2005.

Le SLM de Minni Minnawi est l'un des mouvements ayant lancé début 2003 une rébellion contre Khartoum, réclamant pour la région occidentale du Darfour une répartition équitable du pouvoir et des richesses. Sa faction majoritaire avait cependant signé en mai 2006 un accord de paix avec le gouvernement.

Depuis, le mouvement est présent à Khartoum et y a ouvert un bureau pour maintenir des contacts directs avec le gouvernement central.

L'accord de paix entre le SLM et le gouvernement n'a pas été bien accueilli au Darfour et le mouvement a connu des divisions depuis, plusieurs factions ayant opté pour la poursuite des opérations militaires contre les forces gouvernementales. Le conflit au Darfour a fait 200.000 victimes et deux millions de déplacés, selon les organisations internationales, des chiffres contestés par le Soudan.

Quatre personnes tuées dans des attaques en Irak

Quatre personnes ont été tuées et cinq autres blessées, dont des policiers, dans des attaques perpétrées hier à travers l'Irak, a-t-on indiqué auprès des services de sécurité.

Un capitaine de police a été tué et trois policiers blessés dans l'explosion d'une bombe au passage de leur patrouille, au sud de Tikrit (180 km au nord de Baghdad), selon la police de cette ville.

Dans la capitale irakienne, un civil a été abattu par un tireur embusqué dans le centre-ville, tandis qu'un soldat irakien a été tué dans un attentat à la bombe dans le quartier de Yarmouk (ouest), selon une source de sécurité.

A Mossoul (370 km au nord de Baghdad), le directeur d'une usine a été abattu devant son domicile, selon la police locale.

Par ailleurs, à Iskanderiyah (50 km au sud de Baghdad), des chiites qui se préparaient à entermer des proches ont été la cible de tirs et, en représailles, ont lancé une bombe à l'intérieur d'une mosquée sunnite, faisant deux blessés, selon Salim al-Mamouri, chef de la police locale. Les chiites se dirigeaient vers la ville de Najaf (160 km au sud de Baghdad) pour y enterrer des victimes d'un attentat au camion piégé qui a fait 10 morts la veille à Hassoua, au sud de la capitale.

RUSSIE

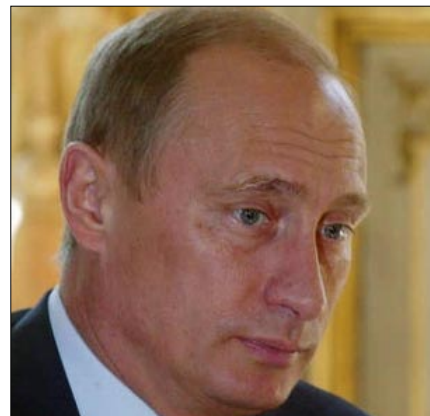
15.000 jeunes pro-Kremlin célèbrent les 7 ans de Poutine au pouvoir

Quelque 15.000 militants russes d'une organisation de jeunesse pro-Kremlin, venus de différentes régions de Russie, se sont rassemblés hier à Moscou pour fêter les sept années de pouvoir du président russe Vladimir Poutine.

Tous vêtus d'une veste de toile blanche neuve marquée du nom de l'organisation "Nachi" (Les nôtres) et d'une casquette rouge neuve, les jeunes gens brandissaient des drapeaux rouges barrés d'une croix blanche en diagonale ainsi que le drapeau tricolore de la Russie, a constaté un photographe de l'AFP.

Les militants venaient de 75 villes de Russie, a précisé la chaîne de télévision d'Etat Rossia.

La partie de l'avenue Sakharov où ils se trouvaient, non loin du centre de la capitale, était gardée par un cordon de soldats tandis que l'accès était filtré à l'aide de détecteurs de métaux et les



identités contrôlées, a constaté le photographe.

Derrière les manifestants trônait une gigantesque photographie en noir et blanc du président Poutine avec les mots : "En avant la génération Poutine".

Les jeunes gens et jeunes filles appelés "commissaires", équipés d'un sac marqué "agent de liaison du président", étaient ensuite chargés de se répartir en 800 points de

la capitale pour proposer aux jeunes Moscovites d'envoyer des messages SMS de vœux au président, a indiqué l'organisation dans un communiqué.

Les militants devaient également distribuer des cartes à puce (SIM) destinées à être activées en cas de tentative de révolte contre le président russe, avait indiqué à l'AFP vendredi par téléphone une porte-parole de Nachi, Anastassia Sousova.

RD CONGO

Combats à Kinshasa : près de 120 morts et 150 blessés

Près de 120 personnes ont été tuées et quelque 150 autres blessées lors des combats ayant opposé ces derniers jours les Forces armées de République démocratique du Congo (FARDC, armée régulière) et des gardes rapprochés de l'ex-vice-président congolais Jean-Pierre Bemba à Kinshasa, ont indiqué hier des sources hospitalières et humanitaires.

Des sources hospitalières ont précisé qu'au moins 90 corps étaient entreposés à la morgue de l'hôpital général de Kinshasa, ajoutant que dans la matinée des cadavres continuaient à être apportés. D'autre part, l'organisation non gouvernementale, catholique Caritas, a indiqué avoir recensé 28 morts dans deux autres hôpitaux de la région, alors que dans les quatre principaux centres hospitaliers de la capitale, l'ONG a compté au total 148 blessés graves. Par ailleurs, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a déploré dans un communiqué diffusé à Genève, "des centaines de blessés et de morts, aussi bien parmi les porteurs d'armes que la population civile".

Le CICR a annoncé en outre avoir dépêché un avion à Kinshasa avec à son bord un chirurgien et 1200 kg de fournitures médicales. La Croix-Rouge en RDC, soutenue par le CICR, devait mobiliser une cinquantaine de volontaires hier pour ramasser les "nombreux cadavres qui jonchent les rues de Kinshasa", selon le communiqué.

Samedi soir, le gouvernement congolais avait donné un premier bilan provisoire de 60 morts et de 74 blessés lors des affrontements jeudi et vendredi entre l'armée régulière et la garde rapprochée de M. Bemba.

Ex-rebelle et adversaire malheureux du président congolais Joseph Kabila à la présidentielle de 2006, Jean-Pierre Bemba refuse jusqu'à présent de voir les soldats affectés à sa sécurité à l'époque où il était vice-président du gouvernement de transition (2003-2006) intégrer l'armée régulière, estimant que sa sécurité n'est pas garantie. Face à la situation sécuritaire prévalant à Kinshasa, les missions diplomatiques dans la capitale ont multiplié, depuis samedi, les appels au respect de la Convention de Genève (protection des blessés et prisonniers) et des engagements de l'état-major général congolais, qui devrait réintégrer les soldats volontaires au sein de l'armée.